

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Comparaison

Une étude réalisée par le Centre de politique européenne, un institut allemand réputé pour son sérieux et pour son orthodoxie européenne, fait le tri entre les gagnants et les perdants de la prétendue « monnaie unique ».

L'Allemagne a grassement profité de l'euro : sur vingt ans, le gain collectif est de 1 893 milliards et le gain par habitant de 23 116 euros. Les Pays-Bas en ont bénéficié : 346 milliards pour le pays, 21 003 euros pour ses habitants. Les perdants sont, au Sud : Portugal, Italie, Grèce... Quant à la France, elle a perdu 3 591 milliards et chaque Français 55 996 euros. Cette étude est confortée par d'autres recherches montrant que le taux de change de l'euro a fortement nui à la croissance dans notre pays et par conséquent à l'emploi et au pouvoir d'achat.

Depuis plusieurs années, nous pouvons mesurer de façon précise et simple les dégâts provoqués par la « monnaie unique » dans notre pays et les avantages qui résulteraient de l'écèlement de la zone euro. Pourquoi les syndicats refusent-ils de dénoncer le carcan monétaire ? Pourquoi les chefs populistes ont-ils décidé de se taire sur ce point capital ? Ils cachent aux Français une vérité salutaire.

Économie française

La grande braderie

Maghreb

Feu

la Françalgérie

p. 5

Idées

Après

la gauche ?

p. 9

Mobile / Immobile

Se déplacer plus loin, plus vite, et plus souvent, apparaît à certains comme une évidence et à d'autres comme une gageure. Nous ne sommes pas tous égaux face à la mobilité, comme le montrent les regards croisés d'artistes et de chercheurs.

Institut de recherche proche de la SNCF, le Forum Vies Mobiles tente depuis quelques années le pari audacieux d'organiser un dialogue entre chercheurs - pour la plupart universitaires - et artistes. L'objectif est simple : valoriser les travaux des premiers à travers le regard des seconds et, inversement, mettre au service des sciences sociales l'œil des bons photographes. Ce n'est donc pas étonnant si l'exposition visible actuellement sur le site de Paris des Archives nationales commence par le beau reportage de Vincent Jarousseau, qui a suivi la vie quotidienne de plusieurs membres de la famille d'un chauffeur routier du Nord devenu depuis « Gilet jaune ». C'est que d'importantes stratégies liées à la mobilité de travail sont mises en œuvre, dans nombre de villes et de villages de la France périphérique, qui amènent à faire bien plus que « traverser la rue » (comme le disent les cyniques) pour trouver du boulot.

Cette mobilité non désirée est aussi celle des « néo-nomades » qui vivent dans des caravanes, pas du tout par nostalgie du mouvement hippy. Elle mobilise les chercheurs dont on peut suivre les commentaires sur des écrans tout au long du parcours suivi par le visiteur. Un diagnostic est posé : au-delà d'une heure trente de déplacement dans la journée, on est considéré comme un « grand mobile ». Com-

bien d'humains, au cours de la dernière décennie, sont ainsi passés au rythme des mouvements pendulaires à longues distances ? On ne connaît pas le chiffre exact, mais on sait que nos modes de vies sont également influencés par les « nouvelles connectabilités » que permettent téléphones mobiles et ordinateurs. Nous sommes de plus en plus souvent distraits par l'appel téléphonique d'un proche, une conversation sur les « réseaux sociaux » où ce fil à la patte qu'est la connexion mise à disposition par l'employeur. Voilà pour la mobilité des « riches »...

Avec leurs documents, les Archives nationales immergent les visiteurs dans cinq siècles de tentatives de contrôle de la mobilité par les autorités : face aux soldats vecteurs de violences et de maladie du Moyen Âge, aux réfugiés du XX^e siècle - qui bénéficient du passeport Nansen, en 1922 - ou encore aux premiers usagers des Chemins de fer surveillés par une police spéciale d'où émergeront les fameux Renseignements généraux. Sorti de cet espace, on découvre le travail du grand photographe chinois Ai Weiwei, sur les « réfugiés connectés ». Pour ces nouveaux damnés de la terre, la détention d'un téléphone portable est le seul lien avec la normalité : celle des proches laissés au pays, celle qui doit faciliter le transit ou anticiper une

installation définitive, quelque part. Leur mobilité si difficile les rapproche de ceux qui, bien qu'originaires de pays dont les passeports permettent de passer facilement

les frontières, disposent de faibles moyens économiques et avec bien moins de confort.

Tous ces bouleversements et les désordres - notamment écologiques - qui en découlent sont bien-sûr le fruit de la civilisation de l'automobile, née aux États-Unis d'Amérique. Nous interrogeant sur les mobilités du futur, et pas nécessairement pour faire l'apologie du train, l'exposition du Forum Vies Mobiles (1) nous apprend que, pour dépasser l'âge de la « bagnole » - symbole de libertés, de bien-être familial... ou de virilité, pour des générations -, c'est bien sûr l'organisation des territoires qu'il faut repenser. Du périphérique parisien aux grandes villes de Chine, du Japon ou de l'Inde, s'observe déjà un retour au rural - quantifiable - que l'on pourra peut-être bien accompagner.

Eugène MEUTHELET

(1) Exposition « Mobile/Immobile », aux Archives nationales, 60 rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris. Fermée le mardi. Visites guidées les vendredis et samedis, à 15h00.



SOMMAIRE

P 1 - Cible : Comparaison - P 2 : Exposition : Mobile/immobile- P 3 : Je parle macronien : Du risque déceptif - Écho du Net : Brexit et macronisme - P 4 : Venezuela : Pourquoi le chavisme a-t-il échoué ? - P 5 : Maghreb : Feu la Françalgérie - P 6- 7 : Économie française : France vendue, France à vendre - P 8 : Essai : Physiologie de la V^e - P 9 : Idées : Après la gauche, que dire ? - P 10 : États-Unis : Maladies transmissibles- P 11 : - Actualités de la Nouvelle Action royaliste - P 12 : Éditorial : « Encore un instant M. le bourreau »

Du risque déceptif

Le gouvernement s'inquiète de la réaction des Français aux résultats du Grand débat. Le Premier ministre a fait part de ses inquiétudes aux députés de la LREM en termes fort mal choisis.

Lors d'une réunion du groupe La République En Marche à l'Assemblée nationale le 5 février, le Premier ministre a mis les députés en garde quant à l'issue du Grand débat. « Le risque déceptif est important », a confié Edouard Philippe qui a ordonné la mobilisation générale : « Il faut préparer nos concitoyens à ce que les propositions à la sortie ne soient pas les réponses à toutes les remontées des débats ».

Monsieur le Premier ministre découvre la lune. Les dizaines de milliers de doléances exprimées par des Français de toutes opinions et conditions sont de toutes sortes et relèvent des domaines les plus divers – économique, social, institutionnel, écologique... Il y a des propositions maximalistes et d'autres minimalistes, contradictoires entre elles ou impossibles à réaliser en raison de la servitude volontaire européiste et plus particulièrement du carcan de l'euro.

Au terme d'un débat biaisé, il est d'autant plus difficile de présenter des réformes acceptables que celles-ci ne doivent pas s'opposer aux projets macroniens qui se situent tous dans la logique ultralibérale. Ce qui est vraiment rigolo, dans les déclarations du Premier ministre, c'est la première phrase qui a filtré : « Le risque déceptif est important ». Edouard Philippe a voulu impressionner son auditoire mais il s'est trompé sur le sens du mot, qui était pour lui le synonyme de « décevant ». Un coup d'œil au dictionnaire apprend en effet que « déceptif » est tiré de l'anglais *deceptive* qui signifie trompeur. Le mot anglais est lui-même venu du vieux français « *deception* » qui signifie tromperie. Un homme déceptif c'est un traître, un pervers, un tricheur.

Sans doute travaillé par son inconscient, structuré comme un langage mais en franglais de start-up en mode panique, Edouard Philippe dit à ses députés qu'il faut préparer les Français à une duperie. On s'en doutait un peu – mais puisque c'est Matignon qui le dit ! Nous sommes prêts, Monsieur le Premier ministre, à être non-dupes de la duperie. Gare à ce qui va remonter du bas.

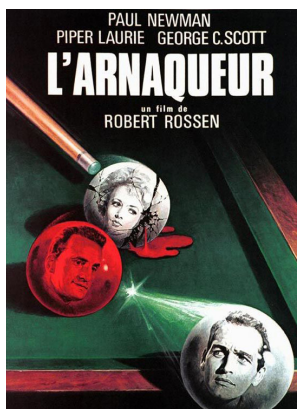
Sylvie FERNOY

Brexit et macronisme

Frédéric Farah est professeur de sciences économiques et sociales, chercheur affilié au Laboratoire PHARE de la Sorbonne (Paris I) et chargé de cours à Paris Sorbonne Nouvelle. Il est l'auteur, entre autres, de « Introduction inquiète à la Macron-économie » qu'il était venu nous présenter aux Mercredis en 2017. Sur sa page Facebook, il nous propose une analyse pertinente sur deux thèmes : le Brexit et le libéralisme autoritaire du macronisme.

Sur le Brexit : « Ce matin je lis donc cette phrase qui s'accompagne d'un appel à ce que la France et l'Allemagne puisse enfin s'entendre pour moins de dumping et abandonnent des éléments de souveraineté pour faire émerger une politique économique "moins stupide". Cette phrase "aucun avenir pour aucun de nos pays en dehors de l'Union" me fait froid dans le dos. Le propre du politique est aussi de laisser l'avenir ouvert. Faire de l'Union un horizon indépassable de notre temps, c'est aussi pertinent que d'avoir cru en 1950 que le marxisme l'était ». Et après avoir rappelé que « nos dirigeants depuis 83 s'efforcent, en brutalisant le corps social, d'importer le pire du modèle allemand avec les conséquences que l'on sait », il rappelle une vérité délibérément occultée mais incontestable : « La politique c'est une pluralité de possibles. Les peuples ne sont pas tenus de demeurer dans des structures politiques qui les oppriment ou les placent dans des rivalités mortifères. Oui, il y a un avenir en dehors de l'Union et cela n'est ni nostalgie de je ne sais quelle grandeur, ni nationalisme de bas étage. C'est la condition pour imaginer un autre avenir que d'imaginer, de penser au plus vite la sortie de l'euro ».

Dans une deuxième publication, il évoque « la loi Blanquer, qu'il conviendra de verser dans le dossier qui s'épaissit du libéralisme autoritaire. (...) Blanquer, l'un des idéologues les plus inquiétants du macronisme, a bien saisi que la citadelle à conquérir est celle de l'éducation nationale » et à cette fin, tous les moyens sont utilisés : « Professeurs précarisés, déclassés mais qu'il convient de faire taire ou de livrer à une concurrence mortifère entre eux. C'est la bataille entre Histoire-Géographie et Sciences économiques sociales pour récupérer des heures en première. (...) C'est la loi du bâillon et des divisions. Hier les cheminots ont plié, aujourd'hui les professeurs sont invités à se soumettre ou se démettre. (...) Le jour où la souveraineté nationale et populaire sera enfin récupérée, ceux qui auront la charge de conduire plus directement le temps du renouveau devront envisager de vastes lois abrogatives (...) Le macronisme est un autoritarisme.»



Loïc de BENTZMANN

Pourquoi le chavisme a-t-il échoué ?

L'arrivée inopinée dans la bataille politique de l'opposant Juan Guaidó, « président autoproclamé », fait monter d'un cran la lutte pour le pouvoir au Venezuela, et la victoire de l'opposition semble à portée de main. Voilà qui suscite plusieurs réflexions.

Le pays entre dans une phase insurrectionnelle, durant laquelle deux légitimités aussi fragiles l'une que l'autre se combattent : d'un côté le chaviste Nicolás Maduro, dont la dernière élection reste plus que suspecte ; de l'autre le libéral Juan Guaidó, qui tord le bras à la Constitution vénézuélienne pour « assurer un pouvoir de transition quand les conditions ne permettent pas au président de jouer son rôle ». Si Guaidó peut se dire « légalement » institué, contrairement à ce que proclame Maduro, ce dernier n'est pas pour autant complètement illégitime comme le prétend l'opposition. Les deux jouent maintenant à jeu égal. Pendant ce temps, la situation du pays reste catastrophique dans tous les domaines : économie en faillite, famine, émigration massive, destruction des infrastructures, pillage des richesses du pays par une corruption gigantesque, problèmes gravissimes de santé publique, la situation est si dramatique que les Nations-Unies en sont à tenter d'envoyer des convois d'aide humanitaire au pays potentiellement le plus riche d'Amérique du Sud ! Tout le monde est d'accord : l'équipe de Maduro doit quitter le pouvoir d'un pays qu'elle a plongé dans un tel gouffre. Le chavisme a atteint les derniers degrés de corruption. Son seul soutien reste l'armée, ou plus exactement l'État-Major, puisqu'il semble que les troupes soient en train de le quitter. L'armée est depuis toujours un élément clé de la politique au Venezuela, elle a marchandé à l'État son poids politique contre des prébendes, des ambassades, des ministères, la présidence de grands groupes nationaux, etc. Cela n'est

pas nouveau, et date d'un accord entre la jeune démocratie et les militaires après l'éviction du Caudillo Perez Jiménez en 1958. L'État-Major est devenu peu à peu une sangsue pour l'économie du pays, et son niveau de corruption est tel qu'il est même devenu le principal narcotraquant du pays. Les troupes de leur côté, issues des classes populaires, voient la situation d'un autre œil, et peu à peu s'opposent à leur hiérarchie. Le futur du chavisme dépend de ce rejet des généraux par la troupe ; mais tant qu'une agression étrangère reste à craindre, elle fera corps avec eux. L'opposition non plus n'est pas angélique, et la question de savoir si elle a évolué depuis l'arrivée de Chavez en 1997 reste posée. Avec Henrique Capriles, on pouvait l'espérer ; Juan Guaidó fait craindre le contraire (1). Or, le chavisme est né des excès du pouvoir antérieur, de son niveau de corruption, de l'accaparement des richesses du pays, de l'étouffement de la démocratie par les principaux partis et de l'abandon total de la population. Si l'opposition revient « dans les fourgons des États-Unis », après la phase de retour à des conditions de vie plus supportables, le nationalisme profond du vénézuélien fera resurgir le chavisme. La tentation d'un coup d'État appuyé par l'extérieur est forte, face à une situation bloquée, mais toute ingérence étrangère serait à terme désastreuse. Leur futur, c'est aux vénézuéliens et à eux seuls d'en décider. Alors de notre côté, penchons-nous plutôt sur une question qui nous touche de près : pourquoi le bolivarisme a-t-il échoué ? Car au départ Chavez est souverainiste, patriote, luttant contre la corruption



des élites et le poids économique des États-Unis. Il s'est inspiré de Fidel Castro, le seul à avoir réussi à libérer son pays de l'emprise de Washington, au prix, c'est vrai, d'une sujétion à Moscou tout aussi contraignante. Il s'est aussi inspiré de de Simon Bolivar et de Charles de Gaulle : deux hommes qui ont, sans moyens, défié et vaincu la puissance occupante de leurs pays (l'Espagne pour le Venezuela ; l'Allemagne pour la France), mais ont aussi réfléchi aux institutions dont leurs pays devaient être pourvus. La pensée bolivarienne s'est fortement inspirée du Conseil National de la Résistance. Et pourtant le résultat est catastrophique : pourquoi ? On peut bien sûr pointer du doigt l'influence de l'Amérique et de l'opposition des « élites » intellectuelles et financières du pays, qui n'ont jamais accepté d'être mises sur la touche ; et la corruption monstrueuse, liée à l'histoire et aux richesses colossales du Venezuela. Ces pressions existent aussi chez nous, et le poids de l'UE et des États-Unis affecte aussi notre capacité à choisir la politique qui convient le mieux à notre pays ; quant à la corruption, elle est devenue mondiale et ne nous épargnera pas. Mais il y a aussi probablement des causes internes, des erreurs politiques, des dérives, des choix malheureux qu'il nous faudra étudier avec soin, pour être sûrs qu'ils n'existent pas chez nous ou ne risquent pas ici aussi de faire sombrer un combat souverainiste dans le chaos.

François VILLEMONTAIX

(1) *Le Monde Diplomatique*, mars 2019

Feu la Françalgérie

Pour la première fois depuis l'indépendance, la France n'est pas un acteur de la situation en Algérie. Cette extériorité peut laisser présager du meilleur comme du pire.

Certains, surtout dans une partie des médias français, se sont étonnés de l'absence de prise de position française dans la crise qui a saisi l'Algérie depuis l'annonce de candidature du président Bouteflika pour un cinquième mandat le 10 février dernier. Depuis le 22 février, les centaines de milliers d'Algériens sortis manifester n'ont pas fait appel à la France. On sait bien que certains n'attendent qu'un mot pour faire vibrer le sentiment patriotique, soit en Algérie, soit en France.

Ceci étant, la France a partie liée au système aujourd'hui contesté par la rue. Même si l'Algérie est un partenaire difficile, les deux pays ont des intérêts croisés sur le plan économique comme sur le plan sécuritaire. En même temps la France est à 80% la terre d'élection de tous ceux qui partent à cause de ce système.

Paris ne peut que perdre de réajustements même marginaux au sein des réseaux de pouvoir algérien. Le consensus actuel entre la famille Bouteflika, la haute hiérarchie militaire et une brochette d'entrepreneurs monopolistiques, dont personne ne peut sortir qu'à son détriment, inclut aussi les acteurs de la relation officielle franco-algérienne. La partie de dupes qui s'est engagée entre les uns et les autres fragilise celle-ci. Elle oppose ceux qui veulent s'accrocher coûte que coûte à la formule actuelle et ceux qui jouent sa perte. Pousser à un invraisemblable cinquième mandat était sans doute une manière pour les seconds de pousser les premiers à la faute. La retenue dont font preuve les forces de sécurité montrent de quel côté celles-ci se positionnent. Au sein de l'élite, certains attendent

leur tour, une redistribution des cartes dont ils sortiraient gagnants.

Les attaches fonctionnelles de Paris sont plutôt du côté des « conservateurs » du système, les habitués de la relation. Les « réformateurs » ont fait affaire avec la Chine et avec les Émirats Arabes Unis pour diversifier leur portefeuille. L'issue la plus probable de la crise serait donc une série de chaises musicales sans toucher aux fondamentaux.

L'alternative pour Paris pourrait être de faire fond sur les Algériens qui sont aujourd'hui dans la rue : les intellectuels, les laïques, les femmes dévoilées, plus ou moins en rupture avec la société, les francophones et francophiles, libérés des mémoires contradictoires, les démocrates d'un incertain printemps des peuples mais qui ne reconnaissent pour le moment aucun représentant crédible tant la société était anesthésiée mais aussi tant elle est diverse. Personne n'émerge.

En dehors de la nomenclatura, la pérennité du système clientéliste algérien repose, depuis la loi de concorde de 1999 et la Charte de 2005 qui ont tiré un trait sur la décennie noire du djihadisme du GIA, sur une forme de compromis implicite qui a laissé aux imams les clés de la société (y compris de l'éducation et de la santé) en échange de la paix, d'une exclusion du champ politique et du maintien des privilèges de l'élite dirigeante. La France incarne une forme de culture des Lumières qui est en recul, en Algérie, tout autant que sa langue.

Le maintien des positions des firmes françaises, la coopération sécuritaire, notamment au Sahel, qui tous deux impliquent un haut niveau de présence au sein du système politique se devaient de



respecter quelque part ce partage des rôles. L'action culturelle dans tous ses aspects ne pouvait dépasser un certain niveau. La France a eu à s'incliner devant ce consensus de sortie de la guerre civile auquel le nom de Bouteflika reste attaché et dont il demeure, mort ou vivant, le garant et le verrou.

Recul au sein du système, recul au sein de la société, il fallait que la France en Algérie diminue pour se normaliser. L'idéal de François Hollande, sans doute le président le plus « normal » vis-à-vis de l'Algérie, serait en passe d'être atteint. Emmanuel Macron a tout intérêt à ne rien dire et à ne rien faire qui puisse laisser penser qu'il reste une once de passion quelque part dans la relation franco-algérienne.

Si les élections du 18 avril ne pouvaient avoir lieu en raison de la pression populaire, si l'armée devait déclarer l'état de siège, les conditions seraient rigoureusement inverses à celles de l'interruption des élections de janvier 1992 qui étaient en passe d'être gagnées par les islamistes du FIS (Front islamique du Salut). Le poids de la France s'exercerait en faveur d'un retour à la normale et non d'un maintien indéterminé de l'état d'exception. Elle ne devrait donc pas être ciblée comme elle le fut dans les années 90, ni par le terrorisme ni par un raz-de-marée de migrants. Ce n'est pas la crise politique mais la crise économique imminente qui menace.

Yves LA MARCK

France vendue, France à vendre

Normalien, agrégé de l'Université en économie et gestion, professeur des universités, Laurent Izard publie un livre accablant pour tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 1986 jusqu'à celui qui opère sous l'égide d'Emmanuel Macron. Au nom d'une idéologie débile et sous les prétextes imbéciles du remboursement de la dette et de la mondialisation, les dirigeants de notre pays ont vendu les entreprises françaises, les terres et les biens de notre patrimoine ou les ont laissé acheter par des groupes et des États étrangers. Et ce n'est pas fini.

Qu'est-ce qu'une nation ? Une histoire et du droit, comme nous l'avons souvent expliqué. C'est aussi un patrimoine qui est le résultat d'une longue histoire et qui est protégé par un ordre juridique, tant public que privé. Qu'est-ce qu'un patrimoine ? Le dictionnaire du CNRS nous dit que c'est l'« ensemble des biens hérités des ascendants ou réunis et conservés pour être transmis aux descendants ». Le principe de transmission recèle une exigence : le dépositaire ne doit pas dilapider les biens qu'il doit transmettre.

Cette exigence morale devient un impératif politique et juridique lorsqu'il s'agit des biens de la nation. Les rois de France n'étaient pas propriétaires du royaume, puisque le domaine de la couronne était inaliénable. C'est en ce sens que la monarchie n'était pas héréditaire, mais successorale selon une loi de l'État déjà chargé de la réunion, de l'enrichissement et de la transmission des biens publics. De même que le roi de France, souverain en son royaume, n'était pas maître de ces biens, l'État moderne est le protecteur et le garant de biens collectifs qu'il doit préserver et enrichir dans l'intérêt général. L'ensemble de ces biens, matériels et immatériels, appartient à tous les citoyens, riches et pauvres, ce qui signifie que l'État ne peut en disposer à sa guise. Ceci pour une très simple raison : le patrimoine de la France est le fruit d'un travail collectif qui associe au fil de l'histoire les hommes et les femmes de notre pays - des générations de paysans, de can-

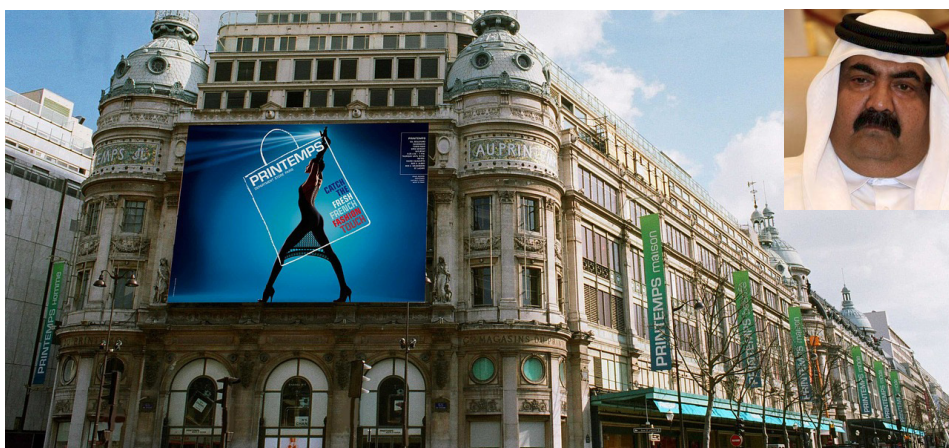
tonniers, d'artistes, de soldats, de savants, de charpentiers... Tout abandon, toute vente de biens de patrimoine qui se fait sans le consentement explicite du peuple français est un abus de pouvoir qui provoque une dépossession collective.

Laurent Izard fait le récit, informé, implacable, de notre dépossession (1). Les lecteurs de la presse quotidienne disposent d'informations fragmentaires qui ne retiennent pas nécessairement leur attention. Que des princes arabes soient possesseurs de palaces, que l'avenue Foch soit peuplée d'étrangers, que des Anglais achètent des maisons de campagne, voilà qui n'émeut guère. On s'inquiète beaucoup plus quand on constate que les achats de logements par de riches étrangers dans les villes provoquent des hausses de prix insupportables pour les Français de la classe moyenne. Puis on s'aperçoit que les gouvernements de gauche et de droite s'emploient à vendre et parfois à brader le patrimoine immobilier de l'État - tandis qu'à l'Elysée, dans les ministères, dans les musées, on

fait de temps à autre le décompte des meubles, tableaux et vases qui sont tout simplement volés.

Cela, la presse le dit de temps à autre, de même que nous sommes informés des achats de clubs sportifs par des pays étrangers. Nous savons que le Paris Saint-Germain a été acheté par le Qatar en 2011, que l'actionnaire principal de l'Olympique de Marseille est un homme d'affaires américain et que le groupe Mediapro, contrôlé par un fonds chinois, a acheté la plupart des droits de diffusion de la Ligue 1 française de football pour la période 2020-2024. Mais il est plus difficile de mesurer l'ampleur des opérations de « vente à la découpe » qui mutilent ou détruisent les secteurs stratégiques sur lesquels reposent l'indépendance nationale, le rang de la France et la sécurité des citoyens. À cet égard, le bilan établi par Laurent Izard est effrayant.

La défense nationale. En ce domaine, la vente se fait en gros et dans le détail. La fermeture de la Manufacture d'armes de Saint-Etienne en 2001 nous conduit à équiper nos soldats de fusils allemands. Et comme Manurhin a été racheté par un groupe émirati, l'industrie française ne fabrique plus d'armes de poing. L'ancien Groupe industriel des armements terrestres (GIAT) devenu Nexter produira des chars avec une entreprise allemande. Nous avons besoin de louer





des gros porteurs russes et ukrainiens pour projeter nos troupes car les A400M ont de trop faibles capacités. Les 4 x4 Peugeot de l'Armée ont été remplacés par des Rangers fabriqués par Ford. Nos gendarmes et nos policiers sont équipés de gilets pare-balles irlandais et leurs caméras-piétons sont chinoises. Selon Laurent Izard, « Airbus n'est pas à l'abri d'une prise de contrôle par des intérêts extra-européens » car 75% du capital appartient à des fonds de pension anglo-saxons. Or Airbus, outre l'A400M, fabrique des hélicoptères de combat et des satellites militaires parmi d'autres matériels stratégiques. Ce n'est pas tout. L'Etat se désengage de Safran, actionnaire d'ArianeGroup avec Airbus, le sort de Naval Group est en suspend et Laurent Izard rappelle que « la cession d'Alstom à General Electric donne à ce groupe américain le monopole de la fourniture des turbines à l'ensemble de notre flotte de guerre ». Il y a là un immense scandale, voire une trahison.

La technologie de pointe. Le ministère de la Défense a eu la très mauvaise idée de signer avec Microsoft un contrat d'équipement en logiciels, comme si le gouvernement français ignorait l'étroite coopération entre les firmes étatsuniennes et les services de renseignements du pays. Alors que Gemplus était le numéro un des cartes à puces, le gouvernement français a assisté sans réagir à l'arrivée en 2000 d'un fonds d'investissement américain qui est devenu majoritaire et qui a fusionné Gemplus avec son concurrent Axalto dans le groupe Gemalto, qui a récupéré toutes les

innovations de l'entreprise française. De même, Morpho a été cédé lors de la création de Safran à un fonds d'investissement américain alors qu'il s'agissait d'une entreprise de pointe en matière de sécurité informatique et de détection des produits dangereux. On fait des discours sur les entreprises innovantes, mais on les laisse partir. On vante nos formations d'excellence, mais un quart des diplômés des grandes écoles quittent la France. Cette fuite des cerveaux entraîne un énorme transfert de savoirs vers les États-Unis et la Chine, qui s'en servent pour accroître leur puissance alors qu'en France l'intelligence collective, dont nous sommes si fiers, se réduit comme une peau de chagrin.

L'industrie. Laurent Izard rappelle que « la France a perdu la moitié de ses emplois industriels depuis le début des années 1980 (6,911 millions de salariés en 1984 pour 3,436 millions fin 2017 en incluant les emplois intérimaires. D'autre part, la part de l'industrie dans le PIB français est passée de 24% en 1980 à 14% en 2007, puis à 12% en 2017 selon les données de l'Insee ». Tel est le résultat des privatisations et de l'absence de politique protectionniste. Laurent Izard consacre 85 pages de son livre à ce désastre au cours duquel la France a perdu les Ciments français, Total passé sous contrôle américain, le Crédit commercial de France, Péchiney, Rhodia, le cimentier Lafarge, Alcatel-Lucent, Technip. Les actionnaires français de BNP Paribas, de Danone et de Michelin sont minoritaires dans le capital et, d'une manière générale, les actionnaires français sont de plus en plus marginalisés dans les entreprises cotées. Quant aux PME françaises, elles sont nombreuses à être rachetées : par exemple la parfumerie Marionnaud devenue chinoise, les skis Rossignol passés entre des mains étatsuniennes, la cristallerie Baccarat rachetée par des Chinois, Lanvin qui est devenu chinois comme Cerruti, Christian Lacroix qui appartient à un groupe américain, Lacoste qui est devenue suisse.

L'agriculture. Les achats de domaines viticoles prestigieux par

des étrangers – surtout chinois – provoquent quelque émoi mais les achats massifs de terre se font dans la discrétion. Une partie de la production laitière bretonne et normande est passée sous contrôle chinois et s'exporte vers l'Empire du Milieu. Les Chinois s'intéressent aussi aux céréales, à la viande, aux parfums ; ils ont racheté Cochonou et Justin Bridou mais aussi Adisseo, troisième entreprise mondiale pour l'alimentation des animaux. Il faut également souligner que 40% de nos terres agricoles sont détenues par des sociétés financières. À long terme, écrit Laurent Izard, « c'est la souveraineté alimentaire de notre pays qui est menacée ».

Les privatisations ont été justifiées par la nécessité de rembourser la dette publique, mais celle-ci ne cesse d'augmenter : le rapport, inepte, entre la dette publique et le PIB était de 55% en 1995 et approche des 100% aujourd'hui. Le laxisme face aux prédateurs étrangers a été enrobé du faux prétexte de la constitution de « champions européens » - mais où sont-ils ? - et par la mondialisation, qui n'empêche pas les États-Uniens et les Chinois, par exemple, de promouvoir leurs intérêts nationaux dans le monde entier. Le renoncement des gouvernements français de droite et de gauche s'explique par un mol acquiescement à la dogmatique du « marché » et du libre-échange, et par la volonté d'en finir avec la politique industrielle et avec la politique agricole qui sont dépourvues de tout intérêt aux yeux d'une classe dirigeante acquise au capitalisme financier.

Les privatisations et les rachats d'entreprises privées ont-ils pu avoir lieu sans pactes de corruption ? On se pose la question tout au long du livre, en espérant que des bouches s'ouvriront, que des documents surgiront des coffres. Il faudra que la justice passe et repasse d'une main de fer tandis qu'un gouvernement de salut public s'emploiera à reconstruire notre économie sur un territoire national protégé.

Bertrand RENOUVIN

(1) Laurent Izard, *La France vendue à la découpe*, Editions de L'Artilleur, 2018.

Physiologie de la V^e

Dans un essai incontournable (1), l'historien Jean-François Sirinelli étudie la V^e République « comme un organisme vivant, inséré dans le temps et interagissant avec lui ».

Jean-François Sirinelli date la naissance de la V^e République au 4 septembre 1958 en raison de choix symboliques effectués par le général de Gaulle qui place délibérément le régime à naître dans le temps long de l'histoire républicaine. Elle est, en effet, la forme institutionnelle modernisée d'un écosystème républicain qui avait déjà une longue existence.

Bien que née à la faveur du mouvement de rue du 13 mai, la V^e République a désamorcé la violence plus qu'elle n'en est issue. Le peuple souverain exorcisera son péché originel par le suffrage universel. Intronisé et légitimé par les urnes, le régime bénéficie, dès l'origine, d'un soutien populaire massif, confirmé à plusieurs reprises par le vote.

En osmose avec son environnement, cette nouvelle République « a constamment marqué [notre identité nationale] de son empreinte. Elle n'a jamais agi comme un simple enrobage institutionnel mais a conféré à l'État-nation France certains de ses traits contemporains ». La capacité structurante de l'élection présidentielle en est un élément notable.

Quatre fées, ont assisté à la naissance et veillé sur les premiers pas du nouveau régime, la Prospérité, le Plein Emploi, la Paix et le Progrès. Ces quatre P qui ont permis d'être en harmonie avec les classes moyennes et de bénéficier des effets de l'État providence. C'est cet équilibre entre un régime, son soubassement sociologique et les normes et valeurs partagées par le plus grand nombre qui conduit Jean-François Sirinelli à parler d'écosystème pour la V^e République.

Mais ces mêmes quatre P sont aussi la faiblesse congénitale du régime. L'écosystème se dérègle à partir des années 1980, conséquence d'une profonde métamorphose qui s'est accélérée au long des années 1960.

Alors que le régime avait paru sortir raffermi des événements de 1968, « l'ombre portée du souffle de mai va s'installer au cœur de la société française ». Car, si la République « est la forme française de la démocratie libérale », l'histoire de la V^e République « n'est pas totalement dissociable du destin de la démocratie libérale dans un monde globalisé ». Et Mai 68 est un « événement-monde » porteur des mutations en cours.

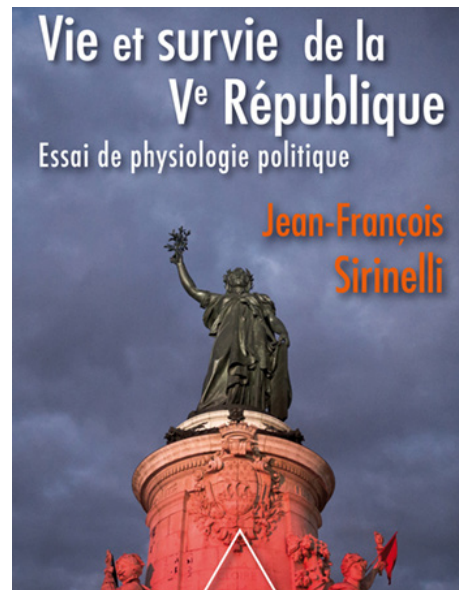
L'intrusion de l'histoire-monde apparaît en plein jour avec le choc pétrolier de 1973. L'effondrement de la croissance économique, devenue l'un des fondements du « vivre ensemble » sonne la mort des Trente glorieuses et voit s'étendre l'exclusion, jusqu'alors cantonnée à des situations particulières.

Le second choc pétrolier de 1979 atteint en plein cœur la société de « la marge de progression ». Les interrogations se font jour sur la capacité de l'État providence à amortir les chocs de la crise sur le long terme.

Le ralliement des socialistes à l'économie de marché, en 1983, illustre le recul des mots devant le principe de réalité : l'histoire-monde commence à submerger l'histoire nationale.

Par ailleurs, à partir de 1988, se succèdent des alternances politiques sans majorité claire. Le vote ne signifie plus qu'une adhésion momentanée sans engager l'avenir. Le Président élu ne bénéficie plus de l'appui large et stable d'une partie de la communauté nationale et perd son statut de Président thaumaturge. Avec le référendum de 2005, c'est le chœur sociologique de la communauté nationale qui « entre en réticence vis à vis de la classe politique ».

L'enterrement des P est une forme d'enterrement de l'écosystème originel du régime, désormais



confronté au phénomène de « la mondialisation de l'État-nation ».

Tout en soulignant que la principale vertu thaumaturgique du régime a été son « talent d'automédication », Jean-François Sirinelli constate qu'à l'échelle mondiale la France de 2018 est « en partie phagocytée, dans son métabolisme historique, par la globalisation, qui paraît lui ôter une part de la maîtrise de son destin historique ».

Rappelant que les classes moyennes, centre de gravité de la société française, ont été emportées dans la « spirale du déclassement », il avertit avec une curieuse anticipation (son livre a été publié en septembre 2018), que si cette crise se confirmait et s'approfondissait, elle aurait des retombées politiques sans précédent dans l'histoire de la V^e République.

« La légitimité du régime et son enracinement, écrit-il cependant par ailleurs, opèrent à partir du moment où il acquiert le statut de système politique qui repose moins sur l'assentiment à une idéologie que sur l'adhésion à une incarnation. »

On ne saurait mieux définir la raison d'être de notre royalisme.

Laurent LAGADEC

(1) Jean-François Sirinelli, *Vie et survie de la V^e République, Essai de physiologie politique*, Odile Jacob septembre 2018

Après la gauche, que faire ?

Professeur de philosophie et auteur de nombreux ouvrages, Denis Collin a toujours été un homme engagé dans les combats du siècle. Sa réflexion sur la gauche (1) est celle d'un homme qui a l'expérience, des luttes, des défaites, des impasses et qui sait en tirer de roides conclusions en forme d'ouverture sur l'avenir. En 2001, il avait publié avec Jacques Cotta un livre que nous avons apprécié : *L'illusion plurielle. Pourquoi la gauche n'est plus la gauche* (2). Le temps de l'illusion qu'ils avaient dénoncée est aujourd'hui révolu : il faut penser et agir « après la gauche ».

Encore faut-il s'entendre sur l'identité de la défunte. La gauche, c'est l'héritière des Lumières, c'est le mouvement vers le Progrès et c'est très concrètement l'alliance électorale des radicaux, des socialistes et parfois des communistes au nom de la « discipline républicaine ». Aux États-Unis, c'est l'alliance du Parti démocrate, des syndicats et des minorités – surtout les Noirs. En France, en Espagne, c'est le Front populaire, et plus tard chez nous l'Union de la gauche...

En Europe, le marxisme est l'idéologie de référence mais le Marx dont se sert la gauche, y compris les communistes, est un Marx inventé : « Par exemple, écrit Denis Collin, il n'y a chez Marx ni théorie achevée de l'État (seulement quelques esquisses), ni véritable théorie des classes sociales. Les luttes de classes sont là, mais ce que sont les classes, ce qui les définit, ce qui permettrait d'en faire une sociologie, tout cela manque et, éventuellement, est à faire ». D'ailleurs, il ne suffit pas d'utiliser la langue de bois marxiste pour être accordé au mouvement ouvrier. La Révolution française avait interdit l'association des ouvriers et, sous la III^e République, la bourgeoisie de gauche, plus républicaniste que républicaine, a toujours confondu l'intérêt général et la défense de la propriété capitaliste. Et quand la gauche cherche à défendre la classe ouvrière, c'est toujours à l'intérieur du système capitaliste – ce qui crée une contradiction insurmontable.

La gauche, dans les limites qu'elle s'assignait, a pu jouer un rôle positif mais il faut désormais parler d'elle au passé. La gauche italienne est morte, la gauche française est un coma dépassé, le bas-marxisme s'est décomposé, le mouvement ouvrier n'est plus porteur d'une espérance historique – encore moins de l'Espérance d'un accomplissement de l'Histoire. Denis Collin souligne un paradoxe : le mouvement polonais dirigé par Lech Walesa, un ouvrier, et par des ouvriers, fut le mouvement « le plus purement prolétarien des dernières décennies ». Or il a été « phagocyté » par l'Église polonaise et a été l'agent de la dislocation de tout mouvement ouvrier indépendant en Pologne : « la dernière révolution ouvrière en Europe a ainsi accouché d'un État bourgeois anti-démocratique, inféodé aux

États-Unis et à l'Église ».

Nous voici dans une situation nouvelle. Le clivage entre la droite et la gauche ne structure plus l'espace politique et nous sommes confrontés à quatre crises qui s'entrecroisent : la crise du mode de production capitaliste, la crise démographique, la crise écologique et la crise de la civilisation européenne, c'est-à-dire « la crise d'une certaine manière d'envisager la dignité de l'homme et les perspectives qu'il peut se donner ». Il sera intéressant de comparer les analyses de Denis Collin et les nôtres mais il faut pour l'heure aller au plus pressé. Que faire ? Surtout pas rejoindre les « sans frontières » qui vivent dans la démesure, génératrice de chaos comme le savaient déjà les Grecs. Surtout pas croire à la convergence des luttes : « la convergence des mécontents et des trublions ne fait pas un mouvement politique et ne permet aucune transformation sociale », prévient Denis Collin qui critique sévèrement et à juste titre Chantal Mouffe, théoricienne du populisme de gauche. On parle surabondamment du peuple pour ne rien dire de la nation.

« Le peuple comme sujet actif du mouvement politique et social est un concept très vague si l'on ne l'insère pas dans une vision politique d'ensemble » ajoute Denis Collin qui développe une vision très proche de la nôtre. Il faut la nation, l'État national, comme garantie de la liberté. Il faut la nation sans nationalisme, comme partie prenante d'une « Union des Nations Libres » fondée sur la proximité géographique et culturelle. Il faut, dans la nation, une protection sociale fondée sur la solidarité collective, un système de services publics, des formes coopératives de production, la nationalisation des secteurs clés, une planification indicative – somme toute l'application et le prolongement des principes énoncés par le CNR et le Préambule de 1946.

Ce projet de transformation sociale ne peut s'accomplir avec les vieux partis, acquis au capitalisme ou compromis dans les entreprises communautaristes. Il faudra un « sursaut national » : Denis Collin écrit ces mots dans un livre publié en novembre 2018, au moment où les Gilets jaunes créent dans le système une turbulence majeure et peut-être bouleversante. Son livre répond à l'événement.

Yves LANDEVENNEC

(1) Denis Collin, *Après la gauche*, Perspectives libres, 2018

(2) Aux éditions Jean-Claude Lattès.



Maladies transmissibles

Le peuple américain souffre de maux divers et profonds. Française installée aux États-Unis, Géraldine Smith les répertorie avec précision et talent. Ce qu'elle a vu en Amérique (1) touchera bientôt la France ou la touche déjà.

De très nombreux Français ont partagé le rêve américain, certains par attrait plus ou moins fasciné pour la puissance étatsunienne, d'autres, les plus nombreux, parce qu'ils voyaient s'y réaliser toutes les promesses du monde moderne - en faisant l'impasse sur les archaïsmes et la violence de la société américaine. Il est vrai que l'Amérique de la Silicon Valley continue de dessiner notre avenir (2) et que les locataires de la Maison Blanche expriment sous diverses formes la même volonté de puissance - mais ce n'est plus le pays chanté par Johnny Hallyday. Le peuple américain est gravement malade et les divers maux qui l'affectent sont issus des « valeurs » individualistes et capitalistes qu'il a ardemment cultivées. Ce peuple est entré dans la « société des individus » qui « pose comme sa norme constitutive de société qu'elle est composée exclusivement d'individus, qu'il n'existe en son sein que des individus de droit qui ont à être traités comme tels et établis pour tels partout où il en est besoin, mais qui ont aussi à se comporter comme tels » comme l'explique Marcel Gauchet dans *Le nouveau monde* (3). Cette nouvelle norme provoque une « révolution de l'identité » en opérant une confusion entre l'être psychologique et l'être de droit. Géraldine Smith décrit avec justesse et sympathie – au sens premier du terme – une société américaine où chacun est tenté par la sécession et paniqué à l'idée de ne pas être reconnu, une société de la guerre de tous contre tous où chacun a peur de l'autre - et peur de tout. Dans un pays où la race est une construction sociale – hors de toute définition biologique – et résulte d'une déclaration personnelle, il n'y a plus seulement des Noirs et des Blancs mais des afro-américains qui veulent être différenciés de même que les Asiatiques. Un métis à la peau blanche peut se définir comme Noir et intégrer une catégorie opprimée ; un Français peut être distingué du Blanc... Plus étrange : il est de plus en plus admis que pour constituer une communauté « inclusive » il faut que chaque groupe racial puisse vivre à part, dans des « lieux sûrs ». La même volonté de se retrouver dans des safe spaces émane des groupes sexuels (LGTBQ+) qui revendiquent des toilettes particulières. Chacun s'enferme pour se protéger et édicte des normes contre les agressions supposées des autres : un Blanc ne doit pas se grimer en Noir ; un maigre ne doit pas écrire de roman sur un obèse ; une femme blanche ne doit pas raconter la lutte pour les droits civiques car c'est de « l'appropriation culturelle ». La censure extra-légale prolifère et les membres des groupes dominants doivent s'y plier.



Dans la libre Amérique, c'est la peur qui s'est installée. On sait que les Noirs ont peur de la police, qui a la gâchette facile, mais tous les groupes et sous-groupes sont taraudés par la peur. Peur des germes et phobies de toutes sortes qui frappent 19 millions de personnes, peur des violeurs et des pédophiles – des sites signalent les agresseurs sexuels qui vivent dans votre quartier - , peur de perdre son emploi, peur de l'enfant qu'on n'ose pas gronder et peur qu'il rate ses études, peur de la maladie car la protection sociale est réduite au minimum pour de nombreux travailleurs... et peur de ne pas paraître « cool » en toutes circonstances. Pour apaiser les peurs, les angoisses, les détresses matérielles et morales, les paniques culturelles, on boit pour tomber raide (binge drinking), on se drogue à l'herbe ou à la coke et on utilise massivement toutes les ressources de la pharmacopée : anxiolytiques, médicaments codéinés, psychostimulants comme la Ritaline qu'on donne aux enfants inattentifs. Plus de six millions d'enfants ont ou auraient des troubles de l'attention ! L'industrie pharmaceutique, les psychothérapeutes et les médecins qui prescrivent à tout-va, font quant à eux d'excellentes affaires. La « prison sans barreaux » de la société des individus, c'est aussi la camisole chimique. À la fin de chaque chapitre, Géraldine Smith signale les progrès de l'américanisation de nos mœurs : le communautarisme des « racialisés », l'ultra-féminisme, l'intersectionnalité des luttes, les manières de manger, de s'habiller, de se saouler, de travailler dans la précarité et au-delà de l'âge de la retraite... Le mal s'étend, les résistances sont faibles.

Sylvie FERNOY

(1) Géraldine Smith, *Vu en Amérique*, Bientôt en France, Stock, 2018.

(2) Cf. B. Renouvin : « L'utopie totalitaire de la Silicon Valley », « Royaliste » n° 1139, février 2018

(3) Gallimard, 2017.

Brèves

Canada, le 1^{er} mars : Selon un dernier sondage, une majorité de Canadiens (56%) pensent fermement que ce pays du Commonwealth sera toujours une monarchie en 2039, tandis que 23% dont 30% des Québécois - s'attendent à ce que le pays soit doté d'un chef d'État élu. 71% des canadiens ont une très bonne perception de la reine Elizabeth II et de ses petits-enfants.

Cambodge, le 2 mars : Le secrétaire général du Parti communiste vietnamien, le président Nguyễn Phú Trọng, s'est entretenu avec le roi Norodom Sihamoni. Lors de sa visite officielle de 3 jours, le monarque cambodgien a remercié le parti, l'État et le peuple vietnamien pour leur soutien à son pays lors de leur libération nationale et affirmé que les Vietnamiens étaient de grands amis fiables des Cambodgiens.

Roumanie, le 9 mars : C'est en présence de membres de la maison royale que le roi Carol II a été ré-inhumé dans la nécropole de Curtea de Arges. Un millier de personnes ont fait le déplacement y compris Paul Lambrino, petit-fils adultérin d'un roi qui aura régné sur son pays de 1930 à 1940. En dépit d'une réconciliation voulue, les tensions demeurent palpables entre les deux familles.

Frédéric de Natal

Pétition contre la privatisation de l'aéroport de Paris



Parce que l'opération sera très coûteuse pour le contribuable et probablement à terme pour l'usager, parce que c'est contraire à notre droit, parce qu'il est irresponsable de faire gérer notre principale frontière par le privé et parce que les précédents (la privatisation de l'aéroport de Toulouse mais également celle des autoroutes) ne cessent de défrayer la chronique, parce que le rôle de l'État en France, enfin, est constitutif de notre identité collective et l'attachement de nos concitoyens au service public très profond, nous demandons au gouvernement de renoncer à la privatisation d'Aéroports de Paris.

Signez la pétition lancée par David Cayla et Coralie Delaume sur Change.org
<https://t.co/kxUrs4ECn1>



De Hugues Capet à Louis XIV, seize Capétiens ont subi les foudres vaticanes parce qu'ils refusaient d'obéir à Rome, récusant l'infailibilité pontificale ou refusaient d'appeler à la croisade. Au fil de ces conflits se dessine une politique constante fondée sur le principe d'indépendance du royaume à l'égard du pouvoir temporel des papes.

À nos adhérents - Le 38^{ème} congrès de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra à Paris, les 30 et 31 mars.
 Début des travaux : le samedi, à 9h30.
 Fin des travaux : le dimanche, à 16h30.

Mercredis de la NAR

Le mercredi 20 mars, nous recevons Philippe Arondel qui nous présentera son ouvrage *L'Impasse libérale*.

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration
 Bloc C - B.A.L. 13
 36-38, rue Sibuet
 75012 Paris
 Tél. : 06 43 11 36 90

Directeur de la publication
 Yvan Aumont

Directeur politique
 Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint
 Christophe Barret

Rédacteur en chef
 Marc Sévrien

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
 ISSN : 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

Bulletin d'abonnement à Royaliste

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Encore un instant

M. le bourreau

Des élections approchent. C'est l'heure du volontarisme ! Comme il s'agit d'élections « européennes », le volontarisme se fait « européen ». A l'exemple de ses prédécesseurs, Emmanuel Macron ne ménage pas ses effets.

Au salon de l'Agriculture, il annonçait une révision de la Politique agricole commune. Dans sa « Lettre aux citoyens européens » publiée le 5 mars, il étale un gros attirail : une Agence européenne de protection des démocraties, une remise à plat de l'Espace Schengen et un Conseil européen de sécurité intérieure, une Banque européenne du climat et un Conseil de sécurité européen, un bouclier social et un salaire minimum européen, adapté à chaque pays – donc pas européen ! Bref, tout un fatras d'agences, de conseils, de comités et de procédures qui viendraient se surajouter aux tuyaux et machineries de l'usine à gaz appelée « Union européenne ».

Il est inutile de se perdre en commentaires ou imprécations. La missive a été accueillie avec une totale indifférence par les citoyens comme par les chancelleries qui en ont vu d'autres. À propos, où sont passées les propositions sur la « souveraineté européenne » et la réforme de la zone euro ? Ressortiront-elles à un détour de la campagne ? Sont-elles jetées aux oubliettes ? Peu importe puisqu'elles étaient absurdes et seraient inopérantes. Somme toute, en signant cette « Lettre » européeniste entrelardée de thèmes protectionnistes, Emmanuel Macron a confirmé ce que tout le monde savait déjà : violant la lettre et l'esprit de la Constitution, le supposé président a pris la tête de la liste LREM pour les élections de mai, et amorcé tambour battant sa campagne en faisant mine d'animer un grand débat national.

On pourrait saluer ironiquement l'artiste et ses « performances » si le char de la macronie naviguait, si j'ose dire, par beau temps. Un coup d'œil dans la rue montre que ce n'est pas le cas. La révolte qui a éclaté en novembre en cache d'autres, latentes. Mais une violente répression policière et judiciaire semble avoir repoussé l'heure des grandes échéances et la classe dirigeante vague à ses occupations. Sa ligne de conduite est dans la ligne du volontarisme sarkozien : puisque les événements nous dépassent, feignons

d'en être les organisateurs. Quels événements ? Oh ! un peu de tout. Les décisions géostratégiques de Donald Trump, le ralentissement de l'activité en Chine et ses effets sur divers pays de l'Union européenne, la décision



prise par la Banque centrale européenne de refinancer massivement les banques, le rachat d'entreprises françaises et de terres agricoles par des étrangers, le taux de change de l'euro, la hausse ou la baisse des taux d'intérêt, l'agonie de l'Union européenne...

Quand des piliers de l'oligarchie, tels Jean Quatremer et Jacques Attali, disent et écrivent que ça ne va pas durer, que l'euro est fichu, que le monde est sous la menace d'une épouvantable crise financière, la « gouvernance » oligarchique reprend la célèbre supplication : encore un instant, Monsieur le bourreau ! Dans cette ambiance de fin de quinquennat, profitons du confort intellectuel et matériel, de la servilité des entourages, de la douce chaleur des projecteurs, de l'agrément des voyages officiels ! Jouissons sans entraves des plaisirs offerts à profusion mais continuons à disserter gravement sur l'Europe qui est la paix, sur l'euro qui nous protège de la crise, sur les bienfaits de la concurrence, sur la marche du progrès ! Nous savons que nous ne vendons plus de rêves mais nous essayons d'acheter du temps. Du temps pour les petits bonheurs quotidiens. Et du temps pour les réformes que demandent Bruxelles et Berlin. Ces réformes mineront l'Etat et détruiront le système de protection sociale mais tant pis ou tant mieux : s'il y a une vérité en ce monde mondialisé, c'est celle qui surgit des marchés financiers !

Puisqu'il faut bien donner l'impression d'agir, la classe dirigeante continuera à faire ce qu'elle sait faire : privatiser, libéraliser, et faire semblant d'européaniser. Longtemps, elle a cru qu'elle pourrait exercer le pouvoir sans rien décider – car tel est bien le secret de Polichinelle de la « gouvernance ». Longtemps, elle a cru qu'elle pourrait berner et mater ceux qu'elle appelle « les gens ». Elle sait depuis décembre que c'est fichu.

Bertrand RENOUVIN

N.B. David Cayla et Coralie Delaume ont lancé la pétition Non à la privatisation d'ADP à signer sur change.org